

Annexe à l'arrêté ministériel du 12 septembre 2019 portant exécution de l'article 13 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 19 décembre 2014 portant exécution du décret du 22 novembre 2013 relatif à l'économie de services locaux

Liste des indications :

1. précision
2. stabilité psychique
3. confiance
4. fiabilité
5. contrôle de ses impulsions
6. attention
7. gestion du temps
8. flexibilité cognitive
9. compréhension
10. endurance physique générale
11. développement de compétences
12. résolution de problèmes
13. prise de décisions
14. gérer le stress
15. mobilité
16. entamer des relations
17. indépendance économique
18. expérience professionnelle
19. style d'ajustement (coping)
20. facteurs médicaux
21. rythme de travail

Bruxelles, le 12 septembre 2019.

La Ministre flamande de l'Administration intérieure, de l'Intégration civique,
du Logement, de l'Égalité des Chances et de la Lutte contre la Pauvreté,

L. HOMANS

Le Ministre flamand de l'Emploi, de l'Économie, de l'Innovation et des Sports,

Ph. MUYTERS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2019/14920]

19 JUIN 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution du décret du 25 avril 2019 relatif au secteur muséal en communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 25 avril 2019 relatif au secteur muséal en Communauté française, les articles 8, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, §§ 2 et 3, alinéa 2, 9, § 2, 11, § 2, alinéa 2, et §§ 3 et 4, 12, § 2, 14, §§ 4 et 5, 16, § 2, 17, § 2, et 18, alinéa 2 ;

Vu l'avis de l'Inspection des finances donné le 7 mars 2019 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 3 avril 2019 ;

Vu le « test genre » du 12 mars 2019 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis 66.110/4 du Conseil d'Etat, donné le 4 juin 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de la Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o « Décret » : le décret du 25 avril 2019 relatif au secteur muséal en Communauté française ;

2^o « Musée public » : l'institution répondant à la définition de l'article 1^{er}, 1^o, du décret, gérée, soit, par une personne morale de droit public, soit, par une personne morale de droit privé créée par une autorité publique ou contrôlée à plus de 50% par une autorité publique. Le Musée de la Communauté française et les Musées liés à la Communauté française ne sont pas visés par la présente définition ;

3^o le « Musée de la Communauté française » : le Musée royal de Mariemont ;

4^o les « Musées liés à la Communauté française » : le Domaine du Château de Senefte, le Centre Céramis, le Centre de la Gravure et de l'Image imprimée, le Musée de la Photographie, le Centre de la Tapisserie, des Arts Muraux et des Arts du Tissu ;

5^o « Plan PEP'S » : le Plan de préservation et d'exploitation des patrimoines de la Communauté française ;

6^o « Article 27 » : un ticket modérateur permettant, à un ensemble de publics définis, de bénéficier d'un accès à coût réduit au sein des structures culturelles partenaires en Communauté française.

CHAPITRE 2. — *Des catégories, de la procédure et du subventionnement des musées**Section 1^{re}. — Des catégories*

Art. 2. Quatre catégories de musées, désignées par les lettres D à A, sont établies afin de répartir les musées reconnus en fonction de missions progressivement développées et accentuées au regard des exigences établies aux articles 3 à 6.

Art. 3. Pour être classés dans la catégorie D, les musées doivent rencontrer les critères suivants :

1° initier un programme visant l'équilibre des fonctions muséales, visées à l'article 8, § 1^{er}, alinéa 2, du décret, au sein d'un plan quinquennal ;

2° présenter une politique de gestion des collections en accord avec le plan scientifique et culturel et comprenant :

a) le développement de la cohérence de la collection ;

b) le mode de collecte des pièces ;

c) une présentation de la proportion de la collection appartenant au musée, aux différents pouvoirs publics et autres déposants éventuels ;

d) la procédure de contrôle de l'état de conservation des pièces lors de leurs mouvements ;

3° si l'institution dispose de pièces de la collection de la Communauté française en dépôt : veiller à développer une communication et une médiation spécifique sous la supervision des services du Gouvernement ;

4° participer à la mise en réseau externe des inventaires informatisés ;

5° organiser des activités de médiation adaptées à l'ensemble des publics, notamment aux publics socialement et culturellement diversifiés ;

6° disposer de locaux d'exposition et de réserves répondant aux normes définies par le Conseil international des Musées (ICOM) ;

7° disposer d'une exposition permanente ou de référence valorisant les collections et en assurant la médiation ;

8° fournir un organigramme du personnel et des volontaires ;

9° disposer d'espaces permettant de mener des activités techniques, de gestion des collections, éducatives, d'accueil du public, ainsi que des espaces et locaux prévus par les réglementations du travail ;

10° posséder ou détenir des pièces répondant à la définition d'un bien culturel mobilier tel que défini dans le décret du 11 juillet 2002 relatif aux biens culturels mobiliers et au patrimoine immatériel de la Communauté française ;

11° avoir entamé l'inventaire informatisé d'au moins 10% des collections, en fonction des spécificités de ces dernières, et avoir déterminé une priorité d'inventorisation des pièces ;

12° donner accès aux chercheurs extérieurs à la collection et à la documentation la concernant ;

13° mettre à disposition une publication relative aux collections sous format papier ou numérique ;

14° décrire la mise en œuvre des mesures liées à la gestion des risques, notamment en matière de sécurité et de prévention ;

15° définir un plan de développement de collaborations avec d'autres musées et des institutions œuvrant dans les domaines culturel, éducatif, social, économique ou touristique ;

16° proposer une activité adaptée au public scolaire ;

17° définir une politique de communication et touristique orientée vers tous les publics et recourir à divers moyens d'information ;

18° évaluer les besoins de l'institution en matière de nouvelles technologies et définir une politique d'intégration progressive, notamment de l'outil numérique, au sein de son fonctionnement et de ses activités ;

19° disposer d'un responsable, volontaire ou rémunéré, justifiant d'une expérience en gestion de collections ;

20° être accessible au public au minimum 125 jours par an et totaliser au minimum 800 heures annuelles d'ouverture. Une dérogation peut être accordée par les services du Gouvernement pour une période déterminée en vue d'assurer le maintien ou l'optimisation des fonctions muséales ou pour les cas de force majeure ;

21° mettre en œuvre une politique tarifaire adaptée au public scolaire et aux publics socialement et culturellement diversifiés par la mise en œuvre des tickets « Article 27 ».

Art. 4. Pour être classés dans la catégorie C, les musées doivent rencontrer les critères énumérés à l'article 3, 2° à 9° et 21°, ainsi que :

1° présenter un équilibre des fonctions muséales visées à l'article 8, § 1^{er}, alinéa 2, du décret, au sein d'un plan quinquennal ;

2° posséder ou détenir des pièces répondant à au moins un des critères de classement visés à l'article 4, alinéa 4, du décret du 11 juillet 2002 relatif aux Biens culturels mobiliers et au patrimoine immatériel de la communauté française ;

3° avoir entamé l'inventaire informatisé d'au moins 20% des collections, en fonction des spécificités de ces dernières ;

4° mener un programme de recherche documentaire quinquennal ouvert aux chercheurs extérieurs ;

5° produire au moins une publication pendant les cinq ans de la convention sous format papier ou numérique comprenant au moins des articles de mise en valeur des collections, ainsi que des supports pédagogiques liés aux activités permanentes et temporaires du musée ;

6° présenter un manuel de gestion des risques ;

7° formaliser des partenariats avec des musées et des institutions œuvrant dans les domaines culturel, éducatif, social, économique ou touristique ;

8° présenter un programme d'activités pédagogiques ;

9° disposer d'une politique de communication et de promotion touristique au minimum d'ampleur régionale orientée vers tous les publics, et utiliser de façon optimale divers moyens d'information dont un site internet ;

10° disposer et mettre en œuvre une politique d'intégration progressive des nouvelles technologies au sein de son institution en veillant à accorder une priorité aux actions et éventuelles acquisitions de matériel permettant d'améliorer les conditions de conservation ;

11° organiser au moins une exposition temporaire durant le quinquennat ;

12° disposer au moins à mi-temps d'un personnel comprenant notamment un directeur ou un conservateur diplômé de l'enseignement supérieur ou dont les compétences en gestion muséale sont démontrées par la valorisation des acquis et de l'expérience ;

13° être accessible au public au minimum 200 jours par an et totaliser au minimum 1400 heures annuelles d'ouverture. Une dérogation peut être accordée par les services du Gouvernement pour une période déterminée en vue d'assurer le maintien ou l'optimalisation des fonctions muséales ou pour les cas de force majeure.

Art. 5. Pour être classés dans la catégorie B, les musées doivent rencontrer les critères énumérés aux articles 3, 2° à 5° et 7°, 4, 1°, ainsi que :

1° posséder ou détenir des pièces majeures en ce qu'elles répondent à au moins deux critères de classement visés à l'article 4, alinéa 4, du décret du 11 juillet 2002 relatif aux Biens culturels mobiliers et au patrimoine immatériel de la communauté française ;

2° avoir réalisé l'inventaire informatisé d'au moins 60 % des collections, en fonction des spécificités de ces dernières, et avoir déterminé une priorité d'inventorisation des pièces ;

3° mener un programme de recherche documentaire et d'étude quinquennal, ouvert aux chercheurs extérieurs ;

4° disposer d'un centre de documentation, accessible au public au minimum trois jours par semaine ;

5° produire au moins une publication par an sous format papier ou numérique comprenant au moins des articles de mise en valeur des collections, ainsi que des supports pédagogiques liés aux activités permanentes et temporaires du musée ;

6° présenter un manuel de gestion des risques et le relevé des procédures adaptées à la nature des collections devant être mises en œuvre par le personnel concerné ;

7° disposer de locaux distincts et appropriés affectés spécifiquement pour les activités techniques, de gestion des collections, éducatives, d'accueil du public répondant aux normes d'accessibilités, ainsi que d'espaces et locaux prévus par les réglementations du travail ;

8° disposer de locaux d'exposition et de réserves répondant aux normes définies par le Conseil international des Musées (ICOM) et dispenser des accréditations d'accès aux réserves ;

9° contribuer à des partenariats avec des musées et des institutions œuvrant dans les domaines culturel, éducatif, social, économique et touristique ;

10° établir une structure chargée de la réalisation du programme pédagogique ;

11° disposer d'une politique de communication et de promotion touristique, au moins bilingue et d'ampleur nationale, orientée vers tous les publics et utiliser de façon optimale divers moyens d'information ;

12° disposer et mettre en œuvre une politique d'intégration progressive des nouvelles technologies au sein de son institution en veillant à leur intégration au moins dans la scénographie de l'exposition permanente, le programme pédagogique et les moyens de communication du musée, et mener à bien au moins une campagne de numérisation durant le quinquennat dans le cadre et avec l'aide du plan PEP'S ;

13° organiser au moins deux expositions temporaires durant le quinquennat en veillant à intégrer, dans la mesure du possible, au moins dans l'une des deux, une ou plusieurs pièces de la collection de la Communauté française dont le prêt aura été sollicité auprès du Ministre conformément à la procédure définie par ce dernier ;

14° disposer d'un personnel comprenant notamment un directeur ou un conservateur titulaire d'une licence ou d'un master engagé à temps plein, et d'un responsable du service éducatif diplômé de l'enseignement supérieur, ou dont les compétences en gestion muséale sont démontrées par la valorisation des acquis et de l'expérience. Lorsque le directeur ou le conservateur est la personne qui a mené à la politique de collecte documentée ayant débouché sur la création du musée, l'obligation relative au diplôme peut être levée par le Ministre ;

15° l'organigramme du personnel et des volontaires doit détailler pour chaque personne le statut, les missions, les qualifications, les formations complémentaires suivies, les formations suivies durant le quinquennat ainsi que la politique de formation définie par l'institution ;

16° être accessible au public au minimum 250 jours par an et totaliser au minimum 1750 heures annuelles d'ouverture. Une dérogation peut être accordée par les services du Gouvernement pour une période déterminée en vue d'assurer le maintien ou l'optimalisation des fonctions muséales ou pour les cas de force majeure ;

17° mettre en œuvre une politique tarifaire adaptée au public scolaire et aux publics socialement et culturellement diversifiés notamment par la mise en œuvre des tickets « Article 27 ».

Art. 6. Pour être classés dans la catégorie A, les musées doivent rencontrer les critères énumérés aux articles 3, 2° à 5° et 7°, 4, 1°, et 5, 4°, 6° à 8°, 10°, 15° et 17°, ainsi que :

1° posséder ou détenir des biens mobiliers présentant un intérêt exceptionnel en ce qu'ils répondent à au moins trois critères de classement visés à l'article 4, alinéa 4, du décret du 11 juillet 2002 relatif aux Biens culturels mobiliers et au patrimoine immatériel de la communauté française et/ou des trésors tels que définis à l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, b, du même décret, tout en présentant une politique de classement proactive et, en cas de trésor classé, en assurant la protection et la valorisation ;

2° avoir réalisé l'inventaire informatisé de 80% des collections, en fonction des spécificités de ces dernières, et avoir déterminé une priorité d'inventorisation des pièces ;

3° mener un programme de recherche documentaire et d'étude quinquennal, ouvert aux chercheurs extérieurs, comprenant la participation à des pôles de recherches nationaux ou internationaux en lien avec des universités et instituts de recherche ;

4° produire au moins deux publications par an sous format papier ou numérique ainsi que des supports pédagogiques liés aux activités permanentes et temporaires du musée ;

5° mener une politique de publication de mise en valeur des collections dans des revues scientifiques ;

6° initier des partenariats avec des musées et des institutions œuvrant dans les domaines culturel, éducatif, social, économique et touristique ;

7° disposer d'une politique de communication multilingue et de promotion touristique d'ampleur au minimum nationale, orientée vers tous les publics et utiliser de façon optimale l'ensemble des moyens d'information ;

8° disposer et mettre en œuvre une politique d'intégration des nouvelles technologies au sein du fonctionnement et des activités de son institution, mener à bien au moins deux campagnes de numérisation durant le quinquennat dans le cadre et avec l'aide du plan PEP'S et, dans la mesure du possible, partager son expérience avec d'autres musées ;

9° organiser au moins quatre expositions temporaires durant le quinquennat en veillant à intégrer, au moins dans deux des quatre expositions, une ou plusieurs pièces de la collection de la Communauté française dont le prêt aura été sollicité auprès du Ministre conformément à la procédure définie par ce dernier ;

10° disposer d'un personnel comprenant notamment un directeur ou conservateur titulaire d'une licence ou d'un master et engagé à temps plein ainsi qu'un responsable du service éducatif diplômé de l'enseignement supérieur et d'un responsable des collections et de leur numérisation diplômé de l'enseignement supérieur. Lorsque le directeur ou le conservateur est la personne qui a mené à la politique de collecte documentée ayant débouché sur la création du musée, l'obligation relative au diplôme peut être levée par le Ministre ;

11° être accessible au public tout au long de l'année, au minimum 6 jours par semaine et totaliser au minimum 2400 heures annuelles d'ouverture, en ce compris le samedi et le dimanche. Une ou plusieurs fermetures planifiées à concurrence d'un total de 15 jours sont autorisées. Une dérogation peut être accordée par les services du Gouvernement pour une période déterminée en vue d'assurer le maintien ou l'optimisation des fonctions muséales ou pour les cas de force majeure.

Section 2. — De la procédure

Art. 7. § 1^{er}. L'institution introduit, auprès des services du Gouvernement, selon les modalités définies par ceux-ci, sa demande de reconnaissance entre le 1^{er} janvier et le 30 juin en vue d'une entrée en vigueur au 1^{er} janvier de l'année suivant son instruction.

§ 2. Le dossier de demande de reconnaissance renseigne la catégorie de reconnaissance sollicitée, et comprend au moins les éléments suivants :

1° une copie des statuts de l'institution, tels que publiés au *Moniteur belge* ;

2° le bilan social de l'institution ;

3° s'il s'agit d'une première demande de reconnaissance : les comptes, le bilan, le rapport d'activités du demandeur se rapportant à l'année précédant la demande dès approbation par son organe habilité pour ce faire ainsi que le budget et le programme de l'année en cours ;

4° une déclaration sur l'honneur de ce que l'institution ne contient pas de biens acquis de manière illicite et qu'elle n'a pas pour objet la négation ou la réduction des droits d'un peuple, d'une personne ou d'un groupe de personnes ;

5° un document formel attestant de la propriété de la collection permanente ou de sa mise en dépôt pour une durée d'au moins quinze ans ;

6° une déclaration sur l'honneur de ce que le musée est installé dans des bâtiments dont il a la propriété ou la jouissance par contrat de bail écrit d'une durée d'au moins quinze ans ;

7° un plan quinquennal stratégique et opérationnel relatif à la mise en œuvre des fonctions muséales telles que décrites à l'article 8, § 1^{er}, alinéa 2, du décret et détaillées au sein de la catégorie de reconnaissance sollicitée ;

8° un plan financier afférent au document visé au 8° ;

9° les publications relatives au musée ayant été réalisées par le demandeur durant l'année précédant la demande ;

10° les coordonnées bancaires du demandeur.

Art. 8. Les services du Gouvernement notifient la recevabilité de la demande dans les 30 jours de la réception de la demande. Le cas échéant, ils indiquent les pièces manquantes du dossier à communiquer dans un délai de 15 jours.

Lorsque le dossier est complet, les services du Gouvernement sollicitent l'avis de la Commission.

Le Ministre notifie sa décision, l'avis de la Commission ainsi que les voies de recours auprès du Conseil d'Etat ou de la Chambre de recours instituée par le décret du 28 mars 2019 sur la Nouvelle Gouvernance culturelle dans les 60 jours à dater de la réception de l'avis de la Commission.

Art. 9. § 1^{er}. A dater de sa notification, la reconnaissance est valable cinq ans.

§ 2. Une convention est établie consécutivement à la délivrance de la reconnaissance. Elle contient au minimum les éléments suivants :

1° la date d'entrée en vigueur et la date d'échéance ;

2° le montant de la subvention accordée et ses modalités de liquidation ;

3° les missions assumées par le bénéficiaire et les objectifs fixés pour la période de subventionnement ;

4° les engagements d'équilibre financier du bénéficiaire ;

5° les modalités de contrôle financier exercé par la Communauté française ;

6° les modalités de suspension, modification, résiliation et renouvellement de la convention ;

7° le cas échéant, les modalités relatives au plan d'assainissement ;

8° le délai dans lequel le bénéficiaire adresse son rapport d'activités aux services du Gouvernement.

Art. 10. Au plus tard à la fin du premier trimestre du dernier exercice couvert par sa convention, le musée reconnu informe les services du Gouvernement de son souhait de voir celle-ci renouvelée et lui adresse simultanément un dossier contenant au minimum les documents suivants :

1° un rapport d'évaluation détaillant le degré d'exécution de ses activités durant la période couverte par la reconnaissance en les mettant en rapport avec le plan quinquennal stratégique et opérationnel d'optimisation des fonctions muséales définies à l'article 8, § 1^{er}, alinéa 2, du décret, et les moyens financiers et conditions particulières figurant dans la convention signée en vertu de l'article 9, § 2 ;

2° une actualisation des documents décrits à l'article 7, § 2.

La procédure décrite aux articles 7 à 9 est appliquée par les services du Gouvernement pour instruire les demandes de renouvellement de reconnaissance des musées.

Section 3. — De la subvention

Art. 11. § 1^{er}. L'échelle des subventions liées aux catégories énumérées aux articles 3 à 6 est arrêtée de la manière suivante :

- 1° en catégorie D : de 10.000 à 44.999 euros ;
- 2° en catégorie C : de 45.000 à 84.999 euros ;
- 3° en catégorie B : de 85.000 à 349.999 euros ;
- 4° en catégorie A : à partir de 350.000 euros.

§ 2. Les subventions allouées sont augmentées annuellement, dans la limite des crédits budgétaires disponibles, en fonction du rapport entre l'indice santé du mois de janvier de l'année en cours et celui du mois de janvier de l'année précédente.

Art. 12. § 1^{er}. La subvention annuelle d'un musée reconnu, définie en fonction de la catégorie de reconnaissance et de l'échelle visée l'article 11, § 1^{er}, est liquidée à hauteur de 85% au plus tard à la fin du deuxième trimestre de l'année concernée. Le solde de la subvention sera liquidé au plus tard trois mois après la production des justificatifs requis au paragraphe 2.

§ 2. Les services du Gouvernement opèrent le contrôle de l'utilisation de la subvention annuelle sur base du rapport contenant les documents suivants :

- 1° un rapport moral relatif à l'exercice écoulé décrivant, notamment, les données relatives à la fréquentation et le degré d'avancement de la mise en œuvre du plan quinquennal stratégique et opérationnel visé à l'article 7, § 2, 7° ;
- 2° les comptes et le bilan de l'exercice écoulé, établis conformément aux lois et règlements comptables en vigueur ;
- 3° la description des activités de l'exercice couvert par la subvention et le budget y afférent.

§ 3. Lorsque le rapport ne leur est pas adressé dans les délais notifiés par les services du Gouvernement, ces derniers adressent un courrier de rappel au musée reconnu et, à défaut de réception dans un délai de trente jours à dater de la réception du courrier par le bénéficiaire, une mise en demeure par voie recommandée. La liquidation des subventions est suspendue jusqu'à ce que le bénéficiaire ait transmis le rapport. A défaut d'adresser son rapport dans un délai de quinze jours à dater de la réception de la mise en demeure, le bénéficiaire ne peut prétendre à aucun autre régime de soutien.

CHAPITRE 3. — Des fonctions communes, de la procédure et du subventionnement d'un pôle muséal

Section 1^{re}. — Fonctions communes

Art. 13. Pour être reconnu comme pôle muséal, les musées qui le composent doivent mettre en œuvre les fonctions communes suivantes :

- 1° présenter un équilibre des fonctions muséales au sein du plan quinquennal commun ;
- 2° disposer d'un plan commun de gestion et d'exposition des collections permanentes reposant, notamment, sur :
 - a) une politique d'acquisitions équilibrée entre les différents partenaires dans le respect de leur identité culturelle et scientifique ;
 - b) la définition du mode de collecte des pièces ;
 - c) la définition d'une procédure de contrôle de l'état de conservation des pièces lors de leurs mouvements ;
 - d) un état des lieux de l'informatisation des inventaires des musées composant le pôle et une méthodologie de poursuite de son développement notamment par l'établissement de priorités et la mise en œuvre d'une interface commune permettant une consultation centralisée ;
 - e) une stratégie de gestion coordonnée des réserves reposant notamment sur l'établissement d'un manuel commun de gestion des risques, notamment en matière de sécurité, de préservation, de conservation, de détection contre le vol, d'incendie et de vandalisme, ainsi que les conditions de délivrance d'accréditations d'accès aux réserves et un relevé des procédures adaptées à la nature des collections devant être mises en œuvre par le personnel ;
 - f) si un ou plusieurs musées du pôle disposent de pièces de la collection de la Communauté française en dépôt : veiller à développer une communication et une médiation spécifique sous la supervision des services du Gouvernement ;
- 3° posséder ou détenir au minimum des pièces majeures en ce qu'elles répondent à au moins deux critères de classement visés à l'article 4, alinéa 4, du décret du 11 juillet 2002 relatif aux biens culturels mobiliers et au patrimoine immatériel de la communauté française ;
- 4° produire, durant le quinquennat, au moins quatre expositions temporaires en commun en veillant à intégrer, dans la mesure du possible, dans deux des quatre expositions, une ou plusieurs pièces de la collection de la Communauté française dont le prêt aura été sollicité auprès du Ministre conformément à la procédure définie par ce dernier ;
- 5° développer un programme quinquennal de recherche documentaire et d'étude, ouvert aux chercheurs extérieurs, comprenant la participation à des pôles de recherches nationaux ou internationaux en lien avec des universités et instituts de recherche ;
- 6° développer un plan de mise en valeur des collections dans des revues scientifiques et produire au moins cinq publications en commun, sous format papier ou numérique, durant le quinquennat ;
- 7° disposer d'un plan financier commun reposant notamment sur :
 - a) une politique tarifaire unique incluant, entre autres, des tarifs adaptés au public scolaire et aux publics socialement et culturellement diversifiés notamment par la mise en œuvre des tickets « Article 27 » ;
 - b) la stratégie commune envisagée pour la mise en œuvre de la mutualisation de coûts notamment par l'établissement de marchés publics communs ;
 - c) une réflexion destinée à développer une politique de prospection afin de diversifier les recettes du pôle ;
- 8° disposer et mettre en œuvre une politique d'intégration des nouvelles technologies, dont le recours à l'outil numérique, au sein du fonctionnement et des activités du pôle, mener à bien au moins deux campagnes de numérisation durant le quinquennat dans le cadre et avec l'aide du plan PEP'S, ainsi que partager et dispenser son expérience avec d'autres musées et pôles ;

9° disposer d'un programme pédagogique commun adapté à l'ensemble des publics et d'une offre scolaire commune ;

10° organiser des activités de médiation adaptées à l'ensemble des publics, notamment aux publics socialement et culturellement diversifiés ;

11° disposer d'un plan multilingue de communication et de promotion touristique, d'ampleur internationale, orienté vers tous les publics et recourant, de façon optimale, à l'ensemble des moyens d'information papier et numérique ;

12° disposer d'un centre de documentation, accessible au public au minimum trois jours par semaine, tout en mettant en commun les ressources documentaires et les bases de données ;

13° disposer, pour l'ensemble du pôle, de locaux distincts et appropriés affectés spécifiquement aux les activités techniques, de gestion des collections, éducatives, d'accueil du public répondant aux normes d'accessibilités, ainsi que des espaces et locaux prévus par les réglementations du travail ;

14° disposer de locaux d'exposition et de réserves répondant aux normes définies par le Conseil international des Musées (ICOM) et dispenser des accréditations d'accès aux réserves ;

15° initier des partenariats avec d'autres musées et des institutions œuvrant dans les domaines culturel, éducatif, social, économique et touristique ;

16° disposer d'un organigramme commun du personnel et des volontaires détaillant pour chaque personne le statut, les missions, les qualifications, les formations complémentaires suivies, les formations suivies durant le quinquennat ainsi que la politique de formation définie par le pôle ;

17° le pôle muséal doit être accessible au public tout au long de l'année, en ce compris le samedi et le dimanche. Chaque musée du pôle doit être ouvert et accessible 5 jours par semaine au minimum et totaliser 1500 heures annuelles d'ouverture. L'ouverture en alternance entre les musées du pôle et une ou plusieurs fermetures planifiées à concurrence d'un total de 15 jours sont autorisées. Une dérogation peut être accordée pour une période déterminée en vue d'assurer le maintien ou l'optimisation des fonctions muséales ou pour les cas de force majeure.

Section 2. — De la procédure

Art. 14. § 1^{er}. Le pôle muséal introduit, auprès des services du Gouvernement, selon les modalités définies par ceux-ci, sa demande dans les délais établis à l'article 7, § 1^{er}.

§ 2. - Le dossier de demande de reconnaissance comprend au moins les éléments suivants :

1° une copie de la convention de partenariat établie entre les musées composant le pôle et décrivant la structure de gouvernance mise en place ainsi que, le cas échéant, les statuts de chaque musée, tels que publiés au *Moniteur belge* ;

2° un document formel attestant de la propriété des collections permanentes des musées du pôle ou de leur mise en dépôt pour une durée d'au moins quinze ans ;

3° une déclaration sur l'honneur de ce que les musées du pôle ne contiennent pas de biens acquis de manière illicite et qu'elle n'a pas pour objet la négation ou la réduction des droits d'un peuple, d'une personne ou d'un groupe de personnes ;

4° une déclaration sur l'honneur de ce que les musées sont installés dans des bâtiments dont ils ont la propriété ou la jouissance par contrat de bail écrit d'une durée d'au moins quinze ans ;

5° le bilan social de chaque musée du pôle ;

6° un plan quinquennal stratégique et opérationnel relatif à la mise en œuvre des fonctions communes telles que décrites à l'article 13 ;

7° les publications relatives aux musées ayant été réalisées durant l'année précédant la demande.

Art. 15. Les services du Gouvernement instruisent la demande selon la procédure établie à l'article 8.

Art. 16. § 1^{er}. A dater de sa notification, la reconnaissance est valable cinq ans.

§ 2. Un contrat-programme est établi consécutivement à la délivrance de la reconnaissance. Il contient au minimum les éléments suivants :

1° la date d'entrée en vigueur et la date d'échéance ;

2° le montant de la subvention accordée et ses modalités de liquidation ;

3° la liste des musées composant le pôle ;

4° les missions assumées par le pôle et les objectifs fixés pour la période de subventionnement ;

5° les engagements d'équilibre financier des musées qui composent le pôle ou de l'ASBL gestionnaire du pôle ;

6° les modalités de contrôle financier exercé par la Communauté française ;

7° les modalités de suspension, modification, résiliation et renouvellement du contrat-programme ;

8° le cas échéant, les modalités relatives au plan d'assainissement ;

9° le délai dans lequel le pôle adresse son rapport d'activités aux services du Gouvernement.

Art. 17. Au plus tard à la fin du premier semestre du dernier exercice couvert par son contrat-programme, le pôle muséal reconnu informe les services du Gouvernement de son souhait de voir celui-ci renouvelé et lui adresse simultanément un dossier contenant au minimum les documents suivants :

1° un rapport d'évaluation détaillant le degré d'exécution de ses activités durant la période couverte par la reconnaissance en les mettant en rapport avec le plan pluriannuel stratégique et opérationnel de mise en œuvre des fonctions communes définies à l'article 13 et les moyens financiers et conditions particulières figurant dans le contrat-programme signé en vertu de l'article 16, § 2 ;

2° une actualisation des documents décrits à l'article 14, § 2.

La procédure décrite aux articles 7, § 1^{er}, 8 et 16 est appliquée par les services du Gouvernement pour instruire les demandes de renouvellement de reconnaissance d'un pôle muséal.

Section 3. — De la subvention

Art. 18. § 1^{er}. Un pôle muséal reconnu perçoit une subvention forfaitaire dont le montant est défini en fonction du nombre et de la nature des musées qu'il regroupe.

§ 2. Le montant alloué est calculé sur base des échelles suivantes :

1° pour le pôle muséal composé de moins de 50% de musées publics :

Nombre de musées composant un pôle	Subvention forfaitaire allouée
4 musées	400.000,00 €
5 musées	512.500,00 €
6 musées	625.000,00 €
7 musées	750.000,00 €
8 musées	875.000,00 €
9 musées	1.012.500,00 €
10 musées	1.150.000,00 €
11 musées	1.300.000,00 €
12 musées	1.450.000,00 €
13 musées	1.612.500,00 €

2° pour le pôle muséal composé d'au moins 50% de musées publics :

Nombre de musées composant un pôle	Subvention forfaitaire allouée
4 musées	336.000,00 €
5 musées	432.500,00 €
6 musées	529.000,00 €
7 musées	638.000,00 €
8 musées	747.000,00 €
9 musées	868.500,00 €
10 musées	990.000,00 €
11 musées	1.124.000,00 €
12 musées	1.258.000,00 €
13 musées	1.404.500,00 €

§ 3. Après son versement, la subvention forfaitaire est affectée entre musées selon des modalités définies par le pôle muséal bénéficiaire.

§ 4. Un pôle muséal qui réunit plus de 13 musées partenaires dispose d'une subvention totale calculée selon les mêmes modalités que celles établies pour les pôles composés d'un nombre inférieur d'institutions.

§ 5. Le Musée de la Communauté française conserve l'intégralité de la dotation qui lui est allouée par le Gouvernement, sous réserve des crédits disponibles, en cas d'adhésion à un pôle muséal reconnu.

§ 6. En cas d'adhésion à un pôle muséal reconnu, les Musées liés à la Communauté française conservent les subventions qui leur sont allouées respectivement et à titre individuel par le Gouvernement sous réserve des crédits budgétaires disponibles.

§ 7. Les subventions allouées sont augmentées annuellement selon les modalités reprises à l'article 11, § 2.

Art. 19. § 1^{er}. La subvention annuelle totale d'un pôle muséal reconnu, déterminée en fonction des échelles visées à l'article 18, § 2, 1° et 2°, est liquidée à hauteur de 85% au plus tard à la fin du deuxième trimestre de l'année concernée. Le solde de la subvention sera liquidé au plus tard trois mois après la production des justificatifs requis au paragraphe 2.

§ 2. Les services du Gouvernement opèrent le contrôle de l'utilisation sur base d'un rapport contenant les documents suivants :

1° un rapport moral relatif à l'exercice écoulé décrivant, notamment, les données relatives à la fréquentation et le degré d'avancement de la mise en œuvre du plan quinquennal stratégique et opérationnel visé à l'article 14, § 2, 6° ;

2° un rapport financier ;

3° la description des activités de l'exercice couvert par la subvention et le budget y afférent.

§ 3. Lorsque le rapport ne leur est pas adressé dans les délais notifiés par les services du Gouvernement, ces derniers appliquent la procédure décrite à l'article 12, § 3.

CHAPITRE 4. — *Des subventions pour la création ou la mise en conformité d'un musée*
Des subventions pour la création d'un pôle muséal

Section 1^{re}. — De la procédure

Art. 20. § 1^{er}. Les demandes visées à l'article 13, §§ 1^{er} et 2, du décret, sont introduites, auprès des services du Gouvernement, dans les délais établis à l'article 7, § 1^{er}.

§ 2. Un dossier relatif à une demande d'aide visée à l'article 13, § 1^{er}, 1^o et 2^o, du décret, est établi en un exemplaire papier et un exemplaire numérique, et comprend au moins les éléments suivants :

1^o les documents visés à l'article 7, § 2, 1^o à 6^o ;

2^o s'il s'agit d'une demande de soutien à la création d'une institution :

a) l'analyse visée à l'article 14, § 3, 2^o, a), du décret ;

b) le budget et le programme de l'année en cours si la création de la structure morale intervient la même année que le dépôt de la demande ;

3^o un plan opérationnel et financier relatif à la mise en œuvre de la stratégie de développement des fonctions muséales correspondant à la nature de l'aide sollicitée pour une durée n'excédant pas le délai maximal fixé par l'article 13, § 3, du décret ;

4^o le cas échéant, les publications relatives au musée et ayant été réalisées par le demandeur durant l'année précédant la demande et durant l'année en cours.

Un dossier, relatif à la demande d'aide visée à l'article 13, § 2, du décret, est établi en un exemplaire papier et un exemplaire numérique, et comprend au moins les éléments suivants :

1^o les documents visées à l'article 14, § 2, 1^o à 5^o ;

2^o un plan opérationnel relatif à la mise en œuvre de la stratégie de développement du plan scientifique, culturel et financier commun correspondant à la durée sollicitée pour autant qu'elle n'excède pas le délai maximal fixé par l'article 13, § 3, du décret ;

3^o les publications relatives aux musées partenaires et réalisées durant l'année précédant la demande et durant l'année en cours.

§ 3. Les demandes visées à l'article 13, §§ 1^{er} et 2, du décret sont instruites par les services du Gouvernement conformément aux dispositions reprises à l'article 8.

§ 4. Si les aides visées à l'article 13, §§ 1^{er} et 2, du décret sont accordées, une convention est établie et rédigée en reprenant au minimum les éléments suivants :

1^o la date d'entrée en vigueur et la date d'échéance ;

2^o la nature du dispositif d'aide accordée ;

3^o le montant de la subvention accordée et ses modalités de liquidation ;

4^o s'il s'agit d'une convention établie dans le cadre de la création d'un pôle muséal : la liste des musées qui le composent ;

5^o les missions assumées et les principaux objectifs fixés pour la période de subventionnement ;

6^o les modalités de contrôle financier exercé par la Communauté française ;

7^o les modalités de suspension, modification, résiliation et renouvellement de la convention ;

8^o le cas échéant, les modalités relatives au plan d'assainissement ;

9^o le délai dans lequel le pôle muséal adresse son rapport d'activités aux services du Gouvernement.

§ 5. Au plus tard à la fin du premier semestre du dernier exercice couvert par sa convention, l'institution ou l'entité informe les services du Gouvernement de son souhait de voir son dispositif d'aide prolongé ou de son intention d'introduire une demande de reconnaissance et lui adresse simultanément un dossier contenant au minimum les documents suivants :

1^o un rapport d'évaluation détaillant le degré d'exécution de ses activités durant la période couverte par la convention en les mettant en rapport avec le plan stratégique et opérationnel et les moyens financiers et conditions particulières figurant dans la convention établie conformément au paragraphe 4 ;

2^o si l'institution ou l'entité envisage de solliciter une prolongation de son dispositif d'aide, pour autant que la durée fixée à l'article 13, § 3, du décret ne soit pas atteinte : une actualisation des documents décrits au paragraphe 2 ;

3^o si l'institution ou l'entité envisage de solliciter une reconnaissance : les documents décrits respectivement aux articles 7, § 2, et 14, § 2.

Les articles 7, § 1^{er}, et 8 sont appliqués par les services du Gouvernement pour instruire la demande.

Les articles 9 et 16 sont observés à l'issue de la procédure en fonction du dispositif sollicité et accordé.

Section 2. — Des montants d'aide à la création et de mise en conformité

Art. 21. § 1^{er}. Les subventions annuelles forfaitaires délivrées dans le cadre de dispositif d'aide à la création sont de :

1^o 25.000 euros maximum dans le cadre de la création d'une nouvelle institution ;

2^o 150.000 euros maximum dans le cadre de la création d'un pôle muséal.

§ 2. L'échelle des subventions liées à la mise en œuvre du dispositif de mise en conformité visé à l'article 13, § 1^{er}, 2^o, du décret est arrêtée de la manière suivante :

1^o dans le cadre d'une mise en conformité vers la catégorie D : de 5.000 à 9.999 euros ;

2^o dans le cadre d'une mise en conformité vers la catégorie C : de 30.000 à 44.999 euros ;

3^o dans le cadre d'une mise en conformité vers la catégorie B : de 65.000 à 84.999 euros ;

4^o dans le cadre d'une mise en conformité vers la catégorie A : de 250.000 euros à 349.999 euros.

§ 3. Les subventions sont augmentées annuellement selon les modalités reprises à l'article 11, § 2.

Art. 22. § 1^{er}. La subvention annuelle, délivrée dans le cadre de l'octroi de l'un des dispositifs visés à l'article 13 du décret et dont le montant est défini en fonction des dispositions de l'article 21, §§ 1^{er} et 2, est liquidée à hauteur de 85% au plus tard à la fin du deuxième trimestre de l'année concernée. Le solde de la subvention est liquidé au plus tard trois mois après la production des justificatifs requis au paragraphe 2.

§ 2. Le contrôle des subventions annuelles est effectué par les services du Gouvernement conformément sur base d'un rapport contenant :

1° un rapport moral relatif à l'exercice écoulé décrivant, notamment, les données relatives à la fréquentation et le degré d'avancement de la mise en œuvre du plan de l'aide octroyée ;

2° les documents repris à l'article 12, § 2, 2° et 3°.

CHAPITRE 5. — *De la procédure de subventionnements aux opérateurs d'appui*

Art. 23. § 1^{er}. Le montant maximal d'une aide ponctuelle est de 20.000 euros.

§ 2 - L'opérateur d'appui qui sollicite une subvention ponctuelle peut introduire sa demande auprès des services du Gouvernement selon les modalités définies par ceux-ci et au plus tard le 31 mars de l'année au cours de laquelle se déroule son projet. Le dossier de demande comprend au minimum :

1° une copie des statuts de l'institution, tels que publiés au *Moniteur belge* ;

2° une liste actualisée des membres du conseil d'administration et de l'assemblée générale ;

3° une liste du personnel et les renseignements relatifs à leur régime d'engagement ;

4° s'il s'agit d'une première demande : les comptes, le bilan, le rapport d'activités du demandeur se rapportant à l'année précédant la demande dès approbation par son organe habilité pour ce faire ainsi que le budget et le programme de l'année en cours ;

5° une description du projet d'activités pour lequel est sollicité le soutien ;

6° une note motivant l'intérêt d'octroyer un soutien ponctuel eu égard du développement de son activité en faveur du monde muséal et de la défense du patrimoine culturel ;

7° un budget prévisionnel afférent au projet ;

8° une description du public visé ;

9° les coordonnées bancaires du demandeur.

§ 3. La demande est instruite par les Services du Gouvernement conformément aux dispositions reprises à l'article 8.

§ 4. La liquidation de la subvention est opérée selon les modalités reprises à l'article 12, § 1^{er}.

§ 5. Le contrôle de l'usage de la subvention ponctuelle est effectué par les services du Gouvernement sur base de la production d'un dossier reprenant au moins :

1° un rapport détaillant le déroulement du projet subventionné ;

2° les pièces financières attestant de l'utilisation de la subvention.

Art. 24. § 1^{er}. Le montant annuel maximal, délivré dans le cadre d'une aide quadriennale de fonctionnement, est de 125.000 euros.

Les subventions allouées sont augmentées annuellement selon les modalités reprises à l'article 11, § 2.

§ 2. L'opérateur d'appui qui sollicite une aide quadriennale au fonctionnement peut introduire sa demande au plus tard le 31 mars en vue d'une entrée en vigueur au 1^{er} janvier de l'année suivant son instruction.

§ 3. Le dossier reprend au minimum :

1° les documents visés à l'article 23, § 2, 1° à 4° et 9° ;

2° une présentation de sa démarche dans le secteur muséal et du patrimoine culturel ainsi que de son intention culturelle ;

3° un plan quadriennal d'activités ;

4° un plan financier afférent au plan quadriennal ;

5° le cas échéant, les publications déjà réalisées.

§ 4. La demande est instruite par les Services du Gouvernement conformément aux dispositions reprises à l'article 8.

Si la demande est reçue positivement, une convention est établie et rédigée notamment en tenant compte des éléments repris à l'article 9, § 2, 1° à 8°.

§ 5. La liquidation de la subvention annuelle est opérée selon les dispositions reprises à l'article 12, § 1^{er}.

Le contrôle des subventions annuelles est effectué par les services du Gouvernement sur base de la production des comptes, du bilan, du rapport d'activités annuels ainsi que du budget et du programme de l'année.

§ 6. Au plus tard à la fin du premier semestre du dernier exercice couvert par sa convention, l'institution informe les services du Gouvernement de son souhait de voir sa convention renouvelée et leur adresse simultanément un dossier contenant au minimum les documents suivants :

1° un rapport d'évaluation détaillant le degré d'exécution de ses activités durant la période couverte par la convention en les mettant en rapport avec le plan quadriennal et les moyens financiers et conditions particulières figurant dans la convention visée au paragraphe 4, alinéa 2 ;

2° une actualisation des documents repris au paragraphe 3, 1° à 5°.

La demande de renouvellement est instruite selon la procédure établie dans le présent article.

CHAPITRE 6. — *De la suspension du versement des subventions et du retrait de la reconnaissance d'un musée et d'un pôle muséal*

Art. 25. Les musées et pôles muséaux reconnus remettent, à la première demande, les pièces justificatives qui leur sont demandées par les services du Gouvernement pour vérifier si les dispositions du décret et du présent arrêté sont respectées. Ils accueillent les agents des services du Gouvernement envoyés dans leurs locaux pour procéder à cette vérification.

Art. 26. Les Services du Gouvernement communiquent un rapport au Ministre de tout constat de manquement grave et avéré, de négligence ou d'actes contraires à la préservation du patrimoine. Ils joignent à ce rapport une proposition de sanctions prévues aux articles 8, § 3, du décret.

Le Ministre notifie la proposition de sanction au musée ou au pôle muséal, par lettre recommandée. Au plus tôt 15 jours et au plus tard 30 jours après cette notification, s'il en fait la demande, le représentant du musée ou du pôle muséal est entendu par le Ministre ou son délégué.

Le Ministre transmet le dossier pour avis à la Commission, au plus tard 15 jours après l'audition.

Le dossier comprend au moins le rapport et la proposition de sanction des services du Gouvernement, et, le cas échéant, un compte rendu de l'audition qui s'est déroulée et les pièces complémentaires éventuellement remises par le représentant du musée ou du pôle muséal lors de celle-ci.

La Commission donne un avis motivé au Ministre, dans un délai de 90 jours à dater de sa saisine.

Le Ministre notifie sa décision, l'avis de la Commission ainsi que les voies de recours à l'opérateur d'appui concerné par lettre recommandée, dans les 60 jours à dater de la réception de l'avis donné par la Commission.

CHAPITRE 7. — *Dispositions finales*

Art. 27. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2020.

Art. 28. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 décembre 2006 portant exécution du décret du 17 juillet 2002 relatif à la reconnaissance et au subventionnement des musées et autres institutions muséales est abrogé.

Art. 29. Le Ministre ayant la politique muséale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté. Bruxelles, le 19 juin 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président, en charge de l'Egalité des chances et des Droits des femmes,

R. DEMOTTE

La Ministre de la Culture et de l'Enfance,

A. GREOLI

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/14920]

19 JUNI 2019. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende uitvoering van het besluit van 25 april 2019 betreffende de museumsector in de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 25 april 2019 betreffende de museumsector in de Franse Gemeenschap, de artikelen 8, § 1, eerste lid, §§ 2 en 3, tweede lid, 9, § 2, 11, § 2, tweede lid, en de §§ 3 en 4, 12, § 2, 14, § 4 en 5, 16, § 2, 17, § 2, en 18, tweede lid;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën van 7 maart 2019;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 3 april 2019;

Gelet op de "gendertest" van 12 maart 2019, uitgevoerd overeenkomstig artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in alle beleiden van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies 66.110/4 van de Raad van State, uitgebracht op 4 juni 2019, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste alinea, 2°, van de wetten betreffende de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Vice-President en Minister van Cultuur en het Kind;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder de volgende definities

1° "decreet": het decreet van 25 april 2019 betreffende de museumsector in de Franse Gemeenschap;

2° "Openbaar Museum": de instelling die voldoet aan de definitie van artikel 1, 1°, van het decreet, beheerd door een publiekrechtelijke rechtspersoon of door een privaatrechtelijke rechtspersoon opgericht door een overheidsinstantie of voor meer dan 50% gecontroleerd door een overheidsinstantie. Het Museum van de Franse Gemeenschap en de met de Franse Gemeenschap verbonden musea vallen niet onder deze definitie;

3° het "Musée de la Communauté française": het Koninklijk Museum van Mariemont;

4° de "Musea verbonden met de Franse Gemeenschap": het Domaine du Château de Seneffe, het Centre Céramis, het Centre de la Gravure et de l'Image imprimée, het Musée de la Photographie, het Centre de la Tapisserie, des Arts Muraux et des Arts du Tissu;

5° "PEP' S Plan": het Plan voor het behoud en de exploitatie van het erfgoed van de Franse Gemeenschap;

6° "Artikel 27": een ticket dat een aantal welomschreven doelgroepen in staat stelt om tegen een beperkte kostprijs toegang te krijgen tot de culturele structuren van de partnerorganisaties in de Franse Gemeenschap.

HOOFDSTUK 2. — *Categorieën, procedures en subsidies voor musea**Afdeling 1. — Categorieën*

Art. 2. Vier categorieën van musea, aangeduid door de letters D tot en met A, worden ingesteld teneinde de erkende musea te verdelen volgens de opdrachten die geleidelijk aan worden ontwikkeld en geaccentueerd met betrekking tot de in de artikelen 3 tot en met 6 gestelde eisen.

Art. 3. Om in categorie D ingedeeld te worden, moeten musea aan de volgende criteria voldoen:

1° een programma opstellen met het oog op een evenwicht van de museale functies bedoeld in artikel 8, § 1, tweede lid, van het decreet, binnen een vijfjarenplan;

2° een beleid voor het beheer van de collecties voor te stellen dat in overeenstemming is met het wetenschappelijke en culturele plan en dat de volgende elementen omvat:

a) de ontwikkeling van de samenhang van de verzameling;

b) de wijze waarop de stukken worden verzameld;

c) een presentatie van het deel van de collectie dat behoort tot het museum, tot de verschillende overheidsinstanties en tot andere mogelijke deposanten;

d) de procedure voor het controleren van de staat van bewaring van de stukken tijdens de verplaatsing ervan;

3° indien de instelling voorwerpen uit de collectie van de Franse Gemeenschap in bewaring heeft: ervoor zorgen dat specifieke communicatie en bemiddeling worden ontwikkeld onder toezicht van de regeringsdiensten;

4° deelnemen aan de externe netwerkvorming van geautomatiseerde inventarissen;

5° bemiddelingsactiviteiten te organiseren die aangepast zijn aan alle doelgroepen, in het bijzonder aan de sociale en culturele diversiteit van het publiek;

6° beschikken over tentoonstellings- en opslagruimten die voldoen aan de normen van de Internationale Raad voor Musea (ICOM);

7° een permanente of referentietentoonstelling hebben die de waarde van de collecties verhoogt en bijdraagt tot hun wisselwerking;

8° een organogram van het personeel en de vrijwilligers ter beschikking te stellen;

9° beschikken over ruimten voor technische en educatieve activiteiten, beheer van de verzameling, onthaal van het publiek, alsmede over in de arbeidsreglementering voorziene ruimten;

10° het bezit of de bewaring van stukken die beantwoorden aan de definitie van roerende culturele goederen zoals bepaald in het decreet van 11 juli 2002 betreffende de roerende culturele goederen en het immaterieel patrimonium van de Franse Gemeenschap;

11° zijn begonnen met de geautomatiseerde inventarisatie van ten minste 10% van de collecties, afhankelijk van hun specifieke kenmerken, en een prioriteit hebben vastgesteld voor de inventarisatie van de stukken;

12° externe onderzoekers toegang te verlenen tot de collectie en de bijbehorende documentatie;

13° een publicatie met betrekking tot de collecties op papier of digitaal beschikbaar stellen;

14° een beschrijving van de tenuitvoerlegging van maatregelen in verband met risicobeheer, met name op het gebied van veiligheid en preventie;

15° een plan op te stellen voor de ontwikkeling van de samenwerking met andere musea en instellingen die werkzaam zijn op cultureel, educatief, sociaal, economisch of toeristisch gebied;

16° een activiteit voor te stellen die is aangepast aan een schoolpubliek

17° een communicatie- en toeristisch beleid definiëren dat gericht is op alle doelgroepen en gebruik maken van verschillende informatiemiddelen;

18° de behoeften van de instelling op het gebied van nieuwe technologieën te evalueren en een beleid vast te stellen dat gericht is op een geleidelijke integratie, met name van digitale instrumenten, in haar werking en activiteiten;

19° een verantwoordelijke hebben, vrijwillig of tegen betaling, die ervaring heeft met het beheer van collecties;

20° ten minste 125 dagen per jaar voor het publiek toegankelijk zijn en in totaal ten minste 800 uur per jaar geopend zijn. Een afwijking kan door de diensten van de Regering voor een bepaalde periode worden toegestaan om de museale functies in stand te houden of te optimaliseren of in geval van overmacht;

21° een prijsbeleid voeren dat aangepast is aan het schoolpubliek en aan de sociale en culturele diversiteit van het publiek door de invoering van de tickets "artikel 27".

Art. 4. Om in categorie C ingedeeld te worden, moeten musea voldoen aan de criteria vermeld in artikel 3, 2° tot en met 9° en 21°, alsook hieraan:

1° een programma opstellen met het oog op een evenwicht van de museale functies bedoeld in artikel 8, § 1, tweede lid, van het decreet, binnen een vijfjarenplan;

2° stukken bezitten of bewaren die voldoen aan ten minste één van de indelingscriteria van artikel 4, alinea 4, van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de roerende culturele goederen en het immaterieel patrimonium van de Franse Gemeenschap;

3° begonnen zijn met de geautomatiseerde inventarisatie van ten minste 20% van de collecties, afhankelijk van hun specifieke kenmerken;

4° een vijfjarig documentair onderzoeksprogramma uitvoeren dat openstaat voor externe onderzoekers;

5° in de loop van de vijf jaar van de overeenkomst ten minste één publicatie op papier of digitaal formaat te produceren, met inbegrip van ten minste artikelen voor de verrijking van de collecties, alsmede educatief materiaal met betrekking tot de permanente en tijdelijke activiteiten van het museum;

6° een handboek voor risicobeheer presenteren;

7° partnerschappen formaliseren met musea en instellingen die werkzaam zijn in de culturele, educatieve, sociale, economische of toeristische sector;

8° een programma van pedagogische activiteiten voorstellen;

9° beschikken over een communicatie- en toerismebevorderingsbeleid dat ten minste op regionale schaal gericht is op alle doelgroepen, en optimaal gebruik maken van verschillende informatiemiddelen, waaronder een website;

10° beschikken over en uitvoering geven aan een beleid van geleidelijke integratie van nieuwe technologieën binnen haar instelling, waarbij voorrang wordt gegeven aan acties en mogelijke aankopen van uitrusting om de conserveringsomstandigheden te verbeteren;

11° gedurende de periode van vijf jaar ten minste één tijdelijke tentoonstelling organiseren;

12° beschikken over ten minste halftijds personeel, waaronder met name een directeur of conservator met een diploma van het hoger onderwijs of waarvan de vaardigheden op het gebied van museumbeheer blijken uit de valorisatie van verworven kennis en ervaring;

13° ten minste 200 dagen per jaar voor het publiek toegankelijk zijn en in totaal ten minste 1400 uur per jaar geopend zijn. De diensten van de Regering kunnen voor een bepaalde periode een afwijking toestaan om de museale functies in stand te houden of te optimaliseren of in geval van overmacht.

Art. 5. Om in categorie B te worden ingedeeld, moeten musea voldoen aan de criteria vermeld in de artikelen 3, 2° tot en met 5° en 7°, 4, 1°, alsook aan het volgende:

1° stukken bezitten of bewaren die voldoen aan ten minste één van de indelingscriteria van artikel 4, vierde lid van het decreet van 11 juli 2002 betreffende roerende culturele goederen en het immaterieel erfgoed van de Franse Gemeenschap;

2° de geautomatiseerde inventarisatie van ten minste 60% van de collecties, overeenkomstig hun specifieke kenmerken, hebben uitgevoerd en een prioriteit voor de inventarisatie van de artikelen hebben vastgesteld;

3° een vijfjarig documentair onderzoeksprogramma uitvoeren dat openstaat voor externe onderzoekers;

4° beschikken over een documentatiecentrum, dat ten minste drie dagen per week toegankelijk is voor het publiek;

5° ten minste één publicatie per jaar op papier of digitaal te produceren, met inbegrip van ten minste artikelen om waarde van de collecties te verhogen, alsmede pedagogisch materiaal in verband met de permanente en tijdelijke activiteiten van het museum;

6° een handboek voor risicobeheer en een lijst van procedures voor te leggen aangepast aan de aard van de collecties die door het betrokken personeel moeten worden toegepast;

7° beschikken over afzonderlijke en aangepaste lokalen die geschikt zijn voor technische en educatieve activiteiten, beheer van de collecties, ruimtes voor onthaal van het publiek die voldoen aan de toegankelijkheidsnormen, alsmede over de in de arbeidsreglementering voorziene ruimtes en lokalen;

8° beschikken over tentoonstellings- en opslagruimten die voldoen aan de normen van de Internationale Raad voor Musea (ICOM) en toegang hebben tot ruimtes voor reservestukken;

9° bijdragen tot partnerschappen met musea en instellingen die werkzaam zijn op cultureel, educatief, sociaal, economisch en toeristisch gebied;

10° een structuur op te zetten die verantwoordelijk is voor de uitvoering van het pedagogisch programma;

11° beschikken over een communicatie- en promotiebeleid, ten minste tweetalig en met een nationale reikwijdte, gericht op alle doelgroepen en optimaal gebruik maken van de verschillende informatiebronnen;

12° beschikken over en uitvoering geven aan een beleid van geleidelijke integratie van nieuwe technologieën binnen de instelling, waarbij ervoor wordt gezorgd dat deze ten minste geïntegreerd zijn in de scenografie van de permanente tentoonstelling, het onderwijsprogramma en de communicatiemiddelen van het museum, en in de loop van de vijf jaar ten minste één digitaliseringscampagne voeren in het kader van en met behulp van het PEP'S-plan;

13° in de loop van de periode van vijf jaar ten minste twee tijdelijke tentoonstellingen te organiseren, waarbij erop moet worden toegezien dat ten minste één of meer stukken uit de collectie van de Franse Gemeenschap deel uitmaken van ten minste één van deze tentoonstellingen, waarvan de uitlening bij de Minister moet zijn aangevraagd overeenkomstig de door deze laatste vastgestelde procedure;

14° beschikken over medewerkers, waaronder met name een voltijdse directeur of conservator met een licentiaat- of masterdiploma, en een hoofd van de educatieve afdeling met een diploma van het hoger onderwijs, of waarvan de vaardigheden op het gebied van museumbeheer blijken uit de valorisatie van verworven kennis en ervaring. Wanneer de directeur of conservator de persoon is die het gedocumenteerde verzamelingsbeleid heeft geleid dat tot de oprichting van het museum heeft geleid, kan de Minister vrijstelling verlenen van de diplomavereiste;

15° het organogram van het personeel en de vrijwilligers moet voor elke persoon het statuut, de opdrachten, de kwalificaties, de gevolgde aanvullende opleiding, de gedurende de periode van vijf jaar gevolgde opleiding en het door de instelling vastgestelde opleidingsbeleid vermelden;

16° ten minste 250 dagen per jaar voor het publiek toegankelijk zijn en in totaal ten minste 1750 uur per jaar geopend zijn. De diensten van de Regering kunnen voor een bepaalde periode een afwijking toestaan om de museale functies in stand te houden of te optimaliseren of in geval van overmacht;

17° een prijsbeleid ten uitvoer te leggen dat is aangepast aan het schoolpubliek en aan een sociaal en cultureel gediversifieerd publiek, met name door de toepassing van artikel 27-tickets.

Art. 6. Om in categorie A te worden ingedeeld, moeten de musea voldoen aan de criteria vermeld in de artikelen 3, 2° tot en met 5° en 7°, 4, 1° en 5, 4°, 6° tot en met 8°, 10°, 15° en 17°, alsook aan de volgende criteria:

1° in het bezit zijn van of beschikken over roerende goederen van uitzonderlijk belang in die zin dat zij voldoen aan ten minste drie classificatiecriteria bedoeld in artikel 4, vierde lid, van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de roerende culturele goederen en het immaterieel patrimonium van de Franse Gemeenschap en/of de schatten, zoals bepaald in artikel 1, § 1, b, van hetzelfde decreet, waarbij een proactief indelingsbeleid wordt gevoerd en, in het geval van geklasseerde schatten, wordt gezorgd voor de bescherming en de valorisatie ervan;

2° de geautomatiseerde inventarisatie van 80% van de collecties te hebben uitgevoerd, overeenkomstig hun specifieke kenmerken, en een prioriteit te hebben bepaald voor de inventarisatie van de stukken;

3° een vijfjarig documentair onderzoeks- en studieprogramma uit te voeren, dat openstaat voor externe onderzoekers, met inbegrip van deelname aan nationale of internationale onderzoekscentra die verbonden zijn met universiteiten en onderzoeksinstellingen;

4° ten minste twee publicaties per jaar op papier of digitaal te produceren, alsmede pedagogisch materiaal dat verband houdt met de permanente en tijdelijke activiteiten van het museum;

5° een publicatiebeleid voeren om de collecties in wetenschappelijke tijdschriften op te waarderen;

6° partnerschappen aangaan met musea en instellingen die werkzaam zijn op cultureel, educatief, sociaal, economisch en toeristisch gebied;

7° beschikken over een meertalig communicatie- en toerismebevorderingsbeleid van ten minste nationale reikwijdte, gericht op alle doelgroepen en optimaal gebruik maken van alle informatiemiddelen;

8° beschikken over en uitvoering geven aan beleid van integratie van nieuwe technologieën in de werking en de activiteiten van de instelling, in de loop van de periode van vijf jaar ten minste twee digitaliseringscampagnes uitvoeren in het kader van en met behulp van het PEP'S plan en, voor zover mogelijk, ervaring delen met andere musea;

9° in de loop van de periode van vijf jaar ten minste vier tijdelijke tentoonstellingen te organiseren, waarbij erop moet worden toegezien dat ten minste één of meer stukken uit de Franse Gemeenschapscollectie deel uitmaken van ten minste twee van de vier tentoonstellingen, waarvan de uitlening bij de Minister moet zijn aangevraagd overeenkomstig de door deze laatste vastgestelde procedure;

10° beschikken over personeel, waaronder een voltijdse directeur of conservator met een licentiaat- of masterdiploma, alsook over een hoofd van de educatieve afdeling met een diploma hoger onderwijs en een verantwoordelijke voor de collecties en de digitalisering daarvan met een diploma hoger onderwijs. Wanneer de directeur of conservator de persoon is die het gedocumenteerde verzamelingsbeleid heeft geleid dat tot de oprichting van het museum heeft geleid, kan de Minister vrijstelling verlenen van de diplomavereiste;

11° het hele jaar door, ten minste zes dagen per week, voor het publiek toegankelijk zijn en in totaal ten minste 2400 uur per jaar geopend zijn, ook op zaterdag en zondag. Een of meer geplande sluitingen voor een totaal van 15 dagen zijn toegestaan. Een afwijking kan door de regeringsdiensten voor een bepaalde periode worden toegestaan om de museale functies in stand te houden of te optimaliseren of in geval van overmacht.

Afdeling 2. — Procedure

Art. 7. § 1. De instelling dient bij de diensten van de Regering tussen 1 januari en 30 juni haar verzoek om erkenning in volgens de door hen vastgestelde procedures, met het oog op de inwerkingtreding op 1 januari van het jaar volgend op haar aanvraag.

§ 2. In het dossier tot erkenningsaanvraag wordt de categorie van de gevraagde erkenning vermeld en wordt ten minste het volgende vermeld:

1° een afschrift van de statuten van de instelling, zoals gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad*;

2° de sociale balans van de instelling;

3° in het geval van een eerste erkenningsaanvraag: de rekeningen, de balans en het activiteitenverslag van de aanvrager voor het jaar dat aan de aanvraag voorafgaat, zodra deze door het bevoegde orgaan van de aanvrager is goedgekeurd, alsmede de begroting en het programma voor het lopende jaar;

4° een verklaring op erewoord dat de instelling geen onrechtmatig verkregen goederen bevat en dat zij niet tot doel heeft de rechten van een volk, een persoon of een groep personen te ontkennen of te beperken;

5° een formeel document waaruit de eigendom van de permanente collectie of de deponering ervan voor een periode van ten minste vijftien jaar blijkt;

6° een verklaring op erewoord dat het museum is gevestigd in gebouwen waarvan het eigendom of gebruik door middel van een schriftelijke huurovereenkomst voor een periode van ten minste vijftien jaar is toegestaan;

7° een strategisch en operationeel vijfjarenplan voor de uitvoering van de museale functies zoals beschreven in artikel 8, § 1, tweede lid, van het decreet en uitgewerkt binnen de gevraagde categorie van erkenning;

8° een financieel plan met betrekking tot het in punt 8° hierboven bedoelde document;

9° publicaties die betrekking hebben op het museum en die door de aanvrager zijn geproduceerd in het jaar voorafgaand aan de aanvraag;

10° de bankgegevens van de aanvrager.

Art. 8. De diensten van de Regering delen de ontvankelijkheid van het verzoek mee binnen 30 dagen na ontvangst ervan. In voorkomend geval vermelden zij de ontbrekende documenten in het dossier die binnen 15 dagen moeten worden ingediend.

Wanneer het dossier volledig is, vragen de overheidsdiensten het advies van de Commissie.

De Minister deelt zijn beslissing, het advies van de Commissie en de rechtsmiddelen waarover hij beschikt mee aan de Raad van State of de raad van beroep, ingesteld door het decreet van 28 maart 2019 betreffende het nieuwe beheerskader inzake cultuur, binnen 60 dagen na de ontvangst van het advies van de Commissie.

Art. 9. § 1. Vanaf de datum van kennisgeving is de erkenning vijf jaar geldig.

§ 2 Na het afleveren van de erkenning wordt een overeenkomst opgesteld. Die bevat ten minste de volgende elementen:

1° de datum van inwerkingtreding en de vervaldatum;

2° het bedrag van de toegekende subsidie en de voorwaarden voor de vereffening ervan;

3° de door de begunstigde uitgevoerde taken en de doelstellingen die voor de subsidieperiode zijn vastgesteld;

4° de verbintenissen inzake financieel evenwicht van de instelling;

5° de financiële controleprocedures van de Franse Gemeenschap;

6° de voorwaarden voor het opschorten, wijzigen, beëindigen en verlengen van de overeenkomst;

7° indien van toepassing, de voorwaarden met betrekking tot het saneringsplan;

8° de termijn waarbinnen de begunstigde zijn activiteitenverslag aan de regeringsdiensten moet toesturen.

Art. 10. Uiterlijk aan het einde van het eerste kwartaal van het laatste boekjaar waarop zijn overeenkomst betrekking heeft, stelt het erkende museum de diensten van de Regering in kennis van zijn wens tot verlenging van de overeenkomst en zendt het tegelijkertijd een dossier toe dat ten minste de volgende documenten bevat:

1° een evaluatieverslag waarin het niveau van de uitvoering van zijn activiteiten tijdens de erkenningsperiode wordt toegelicht door ze te koppelen aan het strategisch en operationeel vijfjarenplan voor de optimalisering van de museale functies bepaald in artikel 8, § 1, tweede lid, van het decreet, alsmede de financiële middelen en de bijzondere voorwaarden die zijn opgenomen in de overeenkomstig artikel 9, § 2 ondertekende overeenkomst;

2° een actualisering van de in artikel 7, § 2, bedoelde documenten.

De in de artikelen 7 tot en met 9 beschreven procedure wordt door de diensten van de Regering toegepast voor het onderzoek van de aanvragen tot hernieuwing van de erkenning van musea.

Afdeling 3. — Subsidiëring

Art. 11. § 1. De subsidiëringsschaal met betrekking tot de in de artikelen 3 tot en met 6 genoemde categorieën wordt als volgt vastgesteld:

(1) in categorie D: van 10.000 tot 44.999 euro;

(2) in categorie C: van 45.000 tot 84.999 euro;

(3) in categorie B: van 85.000 tot 349.999 euro;

(4) in categorie A: vanaf 350.000 euro.

§ 2. De toegekende subsidies worden jaarlijks, binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, verhoogd volgens de verhouding tussen de gezondheidsindex van de maand januari van het lopende jaar en die van de maand januari van het voorgaande jaar.

Art. 12. § 1. De jaarlijkse subsidie van een erkend museum, bepaald volgens de erkenningscategorie en de in artikel 11, § 1, bedoelde schaal, wordt uiterlijk aan het einde van het tweede kwartaal van het betrokken jaar *a rata* van 85% uitbetaald. Het saldo van de subsidie wordt uiterlijk drie maanden na overlegging van de in het tweede lid bedoelde bewijsstukken betaald.

§ 2. De diensten van de Regering houden toezicht op het gebruik van de jaarlijkse subsidie op basis van het verslag dat de volgende documenten bevat:

1° een moreel verslag met betrekking tot het afgelopen boekjaar, waarin in het bijzonder de gegevens betreffende het bezoekersaantal en de vorderingen bij de uitvoering van het strategisch en operationeel vijfjarenplan bedoeld in artikel 7, § 2, 7°, worden beschreven;

2° de rekeningen en de balans van het afgelopen boekjaar, opgesteld in overeenstemming met de geldende boekhoudkundige wetten en reglementen;

3° een beschrijving van de activiteiten voor het boekjaar dat door de subsidie wordt gedekt en de bijbehorende begroting.

§ 3. Indien het verslag hun niet wordt toegezonden binnen de door de diensten van de Regering meegedeelde termijnen, zenden deze laatste een herinneringsbrief aan het erkende museum en, indien het verslag binnen 30 dagen na ontvangst van de brief door de begunstigde niet wordt toegezonden, een aanmaning per aangetekende brief. De uitbetaling van de subsidies wordt opgeschort totdat de begunstigde het verslag heeft ingediend. Indien de begunstigde zijn verslag niet binnen 15 dagen na ontvangst van de ingebrekestelling toezendt, kan hij geen aanspraak maken op enige andere steunmaatregel.

HOOFDSTUK 3. — *Gemeenschappelijke functies, procedures en subsidies voor een museumcluster*

Afdeling 1. — Gemeenschappelijke functies

Art. 13. Om als museumcluster erkend te worden, moeten de musea die er deel van uitmaken de volgende gemeenschappelijke functies uitvoeren:

1° een evenwicht presenteren van museale functies binnen het gemeenschappelijke vijfjarenplan;

2° beschikken over een gemeenschappelijk plan voor het beheer en de tentoonstelling van de permanente collecties, dat met name gebaseerd is op:

a) een evenwichtig aankoopbeleid tussen de verschillende partners met respect voor hun culturele en wetenschappelijke identiteit;

b) de definitie van de wijze waarop de stukken worden verzameld;

c) de vaststelling van een procedure voor de controle op de staat van bewaring van stukken tijdens de verplaatsing ervan;

d) een inventarisatie van de informatisering van de inventarissen van de musea die het cluster vormen en een methodologie voor de verdere ontwikkeling ervan, met name door de vaststelling van de prioriteiten en de invoering van een gemeenschappelijke interface die gecentraliseerde raadpleging mogelijk maakt;

e) een gecoördineerde strategie voor het beheer van de verzamelingreserves, die met name gebaseerd is op de opstelling van een gemeenschappelijk handboek voor risicobeheer, in het bijzonder voor beveiliging, bewaring, behoud, diefstalpreventie, brand en vandalisme, alsmede de voorwaarden voor toegang tot de reservestukken en een lijst van procedures die aangepast zijn aan de aard van de collecties die door het personeel moeten worden uitgevoerd;

f) indien een of meer musea van het cluster voorwerpen uit de collectie van de Franse Gemeenschap in bewaring hebben: ervoor zorgen dat specifieke communicatie en bemiddeling worden ontwikkeld onder toezicht van de diensten van de Regering;

3° ten minste belangrijke stukken bezitten of bewaren, in die zin dat zij voldoen aan ten minste twee classificatiecriteria als bedoeld in artikel 4, vierde lid, van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de roerende culturele goederen en het immaterieel patrimonium van de Franse Gemeenschap;

4° gedurende de periode van vijf jaar ten minste vier gezamenlijke tijdelijke tentoonstellingen te organiseren om ervoor te zorgen dat, voor zover mogelijk, een of meer stukken uit de collectie van de Franse Gemeenschap worden opgenomen in twee van de vier tentoonstellingen, waarvan de uitlening bij de Minister wordt aangevraagd volgens de door deze laatste vastgestelde procedure;

5° een vijfjarig documentair onderzoek- en studieprogramma ontwikkelen dat openstaat voor externe onderzoekers, met inbegrip van deelname aan nationale of internationale onderzoekscentra die verbonden zijn met universiteiten en onderzoeksinstituten;

6° een plan ontwikkelen voor de valorisatie van de collecties in wetenschappelijke tijdschriften en gedurende de periode van vijf jaar ten minste vijf gezamenlijke publicaties op papier of digitaal produceren;

7° een gemeenschappelijk financieel plan hebben dat met name gebaseerd is op:

a) één enkel tariefbeleid, dat onder meer tarieven omvat die zijn aangepast aan het schoolpubliek en aan sociaal en cultureel diverse groepen, met name door de toepassing van tickets artikel 27;

b) de gemeenschappelijke strategie voor de tenuitvoerlegging van het bundelen van kosten, met name door het plaatsen van gemeenschappelijke overheidsopdrachten;

c) een discussie met het oog op de ontwikkeling van een prospectiebeleid om de inkomsten van het cluster te diversifiëren;

8° een beleid hebben en uitvoeren om nieuwe technologieën, met inbegrip van het gebruik van digitale instrumenten, in de activiteiten en activiteiten van het cluster te integreren, in de loop van de periode van vijf jaar ten minste twee digitaliseringscampagnes uitvoeren in het kader van en met behulp van het PEP'S plan, en de ervaringen met andere musea en clusters delen en verspreiden;

9° beschikken over een gemeenschappelijk, aan elk publiek aangepast pedagogisch programma en een gemeenschappelijk schoolaanbod;

10° bemiddelingsactiviteiten organiseren die aangepast zijn aan alle doelgroepen, in het bijzonder aan de sociale en culturele diversiteit van het publiek;

11° beschikken over een meertalig communicatie- en toerismepromotieplan met een internationale reikwijdte, gericht op alle doelgroepen en met optimaal gebruik van alle papieren en digitale informatiedragers;

12° beschikken over een documentatiecentrum, dat ten minste drie dagen per week toegankelijk is voor het publiek, terwijl de documentatie en databanken worden gebundeld;

13° voor het hele cluster beschikken over afzonderlijke en geschikte lokalen die specifiek bestemd zijn voor technische en educatieve activiteiten, het beheer van de collecties, het onthaal van het publiek die voldoen aan de toegankelijkheidsnormen, alsook over de ruimten en lokalen waarin het arbeidsreglement voorziet;

14° beschikken over tentoonstellings- en opslagruimten die voldoen aan de normen van de International Council of Museums (ICOM) en toegang bieden tot de verzamelingreserves;

15° partnerschappen aangaan met andere musea en instellingen die werkzaam zijn op cultureel, educatief, sociaal, economisch en toeristisch gebied;

16° beschikken over een gemeenschappelijk organogram van personeel en vrijwilligers, waarin voor elke persoon het statuut, de opdrachten, de kwalificaties, de gevolgde aanvullende opleiding, de gedurende de periode van vijf jaar gevolgde opleiding en het door het cluster vastgestelde opleidingsbeleid worden vermeld;

17° het museumcluster moet het hele jaar door toegankelijk zijn voor het publiek, ook op zaterdag en zondag. Elk museum van het cluster moet minstens 5 dagen per week open en toegankelijk zijn en moet in totaal 1500 uur per jaar geopend zijn. Het is toegestaan om afwisselend de musea van het cluster open te houden en één of meer sluitingen voor maximaal 15 dagen te plannen. Een afwijking kan voor een bepaalde periode worden toegestaan om de museale functies in stand te houden of te optimaliseren of in geval van overmacht.

Afdeling 2. — Procedure

Art. 14. § 1. Het museumcluster dient zijn aanvraag volgens de modaliteiten door hen bepaald; binnen de in artikel 7, § 1 genoemde termijnen in bij de diensten van de Regering.

§ 2. - Het aanvraagdossier bevat ten minste de volgende elementen:

1° een afschrift van de partnerschapsovereenkomst afgesloten tussen de musea die deel uitmaken van het cluster en waarin de bestuursstructuur en, in voorkomend geval, de statuten van elk museum, zoals gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad*, worden beschreven;

2° een formeel document waaruit blijkt dat de permanente collecties van de musea van het cluster in hun bezit zijn of dat ze voor een periode van ten minste vijftien jaar in bewaring zijn gegeven;

3° een verklaring op erewoord dat de musea van het cluster geen onrechtmatig verworven eigendommen bevatten en dat het niet de bedoeling is de rechten van een persoon, een persoon of een groep personen te ontzeggen of te beperken;

4° een verklaring op erewoord dat de musea zijn gevestigd in gebouwen waarvan zij eigenaar of gebruiker zijn, door middel van een schriftelijke huurovereenkomst voor een periode van ten minste vijftien jaar;

5° de sociale balans van elk museum van het cluster;

6° een strategisch en operationeel vijfjarenplan voor de uitvoering van de gemeenschappelijke functies als beschreven in artikel 13;

7° de publicaties die betrekking hebben op de musea die in het jaar voorafgaand aan de aanvraag zijn uitgegeven.

Art. 15. De diensten van de Regering onderzoeken de aanvraag overeenkomstig de procedure bedoeld in artikel 8.

Art. 16. § 1. Vanaf de datum van kennisgeving is de erkenning vijf jaar geldig.

§ 2. Een programmaovereenkomst wordt opgesteld na de bekendmaking van de erkenning. Die bevat ten minste de volgende elementen:

1° de datum van inwerkingtreding en de vervaldatum;

2° het bedrag van de toegekende subsidie en de voorwaarden voor de vereffening ervan;

3° de lijst van musea die het cluster vormen;

- 4° de taken die het cluster op zich heeft genomen en de doelstellingen die voor de subsidieperiode zijn vastgesteld;
- 5° de verbintenissen inzake financieel evenwicht van de musea die deel uitmaken van het cluster of van de VZW die het cluster beheert;
- 6° de financiële controleprocedures van de Franse Gemeenschap;
- 7° de voorwaarden voor het opschorten, wijzigen, beëindigen en verlengen van het programmacontract;
- 8° indien van toepassing, de voorwaarden met betrekking tot het saneringsplan;
- 9° de termijn waarbinnen het cluster zijn activiteitenverslag aan de diensten van de Regering stuurt.

Art. 17. Uiterlijk op het einde van het eerste semester van het laatste boekjaar waarop zijn programmaovereenkomst betrekking heeft, stelt het erkende museumcluster de diensten van de Regering in kennis van zijn wens om de programmaovereenkomst te hernieuwen en zendt het haar tegelijkertijd een dossier toe dat ten minste de volgende documenten bevat:

1° een evaluatieverslag waarin het niveau van uitvoering van zijn activiteiten tijdens de erkenningsperiode wordt beschreven door deze te koppelen aan het strategisch en operationeel meerjarenplan voor de uitvoering van de gemeenschappelijke functies bepaald in artikel 13 en aan de financiële middelen en de specifieke voorwaarden vervat in de overeenkomstig artikel 16, § 2 ondertekende programmaovereenkomst;

2° een actualisering van de in artikel 14, § 2, bedoelde documenten.

De in de artikelen 7, § 1, 8 en 16 beschreven procedure wordt door de diensten van de Regering toegepast voor het onderzoek van de aanvragen tot verlenging van de erkenning van een museumcluster.

Afdeling 3. — Subsidiëring

Art. 18. § 1. Een erkend museumcluster ontvangt een forfaitaire subsidie, waarvan het bedrag wordt bepaald op basis van het aantal en de aard van de musea die het groepeerd.

§ 2. Het toegekende bedrag wordt berekend op basis van de volgende schalen:

1° voor de museumcluster die voor minder dan 50% uit openbare musea bestaat:

Aantal musea die een cluster vormen	Toegekende forfaitaire subsidie
4 musea	400.000,00 €
5 musea	512.500,00 €
6 musea	625.000,00 €
7 musea	750.000,00 €
8 musea	875.000,00 €
9 musea	1.012.500,00 €
10 musea	1.150.000,00 €
11 musea	1.300.000,00 €
12 musea	1.450.000,00 €
13 musea	1.612.500,00 €

2° voor het museumcluster dat uit minstens 50% uit openbare musea bestaat:

Aantal musea die een cluster vormen	Toegekende forfaitaire subsidie
4 musea	336.000,00 €
5 musea	432.500,00 €
6 musea	529.000,00 €
7 musea	638.000,00 €
8 musea	747.000,00 €
9 musea	868.500,00 €
10 musea	990.000,00 €
11 musea	1.124.000,00 €
12 musea	1.258.000,00 €
13 musea	1.404.500,00 €

§ 3. Na betaling wordt de forfaitaire subsidie over de musea verdeeld volgens procedures die door het begunstigde museumcluster zijn vastgesteld.

§ 4 Een museumcluster met meer dan 13 partnermusea beschikt over een totale subsidie die berekend wordt volgens dezelfde procedures als die welke gelden voor clusters met een kleiner aantal instellingen.

§ 5 Het Musée de la Communauté française behoudt alle middelen die hem door de Regering worden toegekend, met inachtneming van de beschikbare middelen, in geval van toetreding tot een erkend museumcluster.

§ 6 In geval van toetreding tot een erkend museumcluster behouden de met de Franse Gemeenschap verbonden musea de subsidies die hun door de regering worden toegekend, respectievelijk en op individuele basis, binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten.

§ 7 De toegekende subsidies worden jaarlijks verhoogd overeenkomstig de procedures bedoeld in artikel 11, tweede lid.

Art. 19. § 1. De totale jaarlijkse subsidie van een erkend museumcluster, bepaald volgens de schalen bedoeld in artikel 18, § 2, 1° en 2°, wordt uiterlijk op het einde van het tweede kwartaal van het betrokken jaar betaald a rato van 85%. Het saldo van de subsidie wordt uiterlijk drie maanden na overlegging van de in paragraaf 2 bedoelde bewijsstukken betaald.

§ 2. De diensten van de Regering controleren het gebruik aan de hand van een verslag dat de volgende documenten bevat:

1° een verslag met betrekking tot het afgelopen boekjaar, waarin in het bijzonder de gegevens betreffende het bezoekersaantal en de vorderingen bij de uitvoering van het strategisch en operationeel vijfjarenplan bedoeld in artikel 14, § 2, 6°, worden beschreven;

2° een financieel verslag;

3° een beschrijving van de activiteiten voor het dienstjaar dat door de subsidie wordt gedekt en de bijbehorende begroting.

§ 3. Wanneer het verslag hun niet wordt toegezonden binnen de door de diensten van de Regering meegeedeelde termijnen, past deze laatste de in artikel 12, § 3 beschreven procedure toe.

HOOFDSTUK 4. — *Subsidies voor de oprichting en de naleving van een museum*
Subsidies voor de oprichting van een museumcluster

Afdeling 1. — Procedure

Art. 20. § 1. De aanvragen bedoeld in artikel 13, §§ 1 en 2, van het decreet worden bij de diensten van de Regering ingediend binnen de in artikel 7, § 1 genoemde termijnen.

§ 2. Een dossier met betrekking tot een bijstands aanvraag als bedoeld in artikel 13, § 1°, 1° en 2° van het decreet wordt opgesteld in één exemplaar en één digitaal exemplaar en bevat ten minste de volgende gegevens:

1° de documenten bedoeld in artikel 7, § 2, 1° tot 6°;

2° in geval van een aanvraag om steun bij de oprichting van een instelling:

a) de in artikel 14, § 3, 2°, onder a), van het decreet bedoelde analyse;

b) de begroting en het programma voor het lopende jaar, indien de structuur wordt gecreëerd in hetzelfde jaar als de aanvraag wordt ingediend;

3° een operationeel en financieel plan voor de uitvoering van de strategie voor de ontwikkeling van de museale functies in overeenstemming met de aard van de gevraagde bijstand voor een periode die niet langer is dan de maximumtermijn bepaald in artikel 13, § 3, van het decreet;

4° indien van toepassing, de publicaties met betrekking tot het museum die door de aanvrager in het jaar voorafgaand aan de aanvraag en in het lopende jaar zijn geproduceerd.

Een dossier met betrekking tot de in artikel 13, § 2, van het besluit bedoelde bijstands aanvraag wordt opgesteld in één exemplaar en één exemplaar op papier en één digitaal exemplaar en bevat ten minste de volgende gegevens:

(1) de documenten bedoeld in artikel 14, § 2, 1° tot 5°;

2° een operationeel plan voor de uitvoering van de strategie voor de ontwikkeling van het gemeenschappelijk wetenschappelijk, cultureel en financieel plan dat overeenstemt met de gevraagde periode, voor zover dit de maximumtermijn bepaald in artikel 13, § 3, van het decreet niet overschrijdt;

(3) publicaties met betrekking tot partnermusea, geproduceerd in het jaar voorafgaand aan de aanvraag en in het lopende jaar.

§ 3. De aanvragen bedoeld in artikel 13, §§ 1 en 2, van het decreet worden door de diensten van de Regering behandeld overeenkomstig de bepalingen van artikel 8.

§ 4. Indien de in artikel 13, §§ 1 en 2, van het decreet bedoelde bijstand wordt toegekend, wordt een overeenkomst opgesteld waarin ten minste rekening wordt gehouden met de volgende elementen:

1° de datum van inwerkingtreding en de vervaldatum;

2° de aard van de toegekende bijstand;

3° het bedrag van de toegekende subsidie en de voorwaarden voor de toekenning ervan;

4° in het geval van een overeenkomst in het kader van de oprichting van een museumcluster: de lijst van de musea die er deel van uitmaken;

5° de uitgevoerde opdrachten en de belangrijkste doelstellingen voor de subsidieperiode;

6° de financiële controlemodaliteiten van de Franse Gemeenschap;

7° de voorwaarden voor het opschorten, wijzigen, beëindigen en verlengen van de overeenkomst;

8° indien van toepassing, de voorwaarden met betrekking tot het saneringsplan;

9° de termijn waarbinnen het museumcluster zijn activiteitenverslag aan de diensten van de Regering opstuurt.

§ 5. Uiterlijk aan het einde van het eerste semester van het laatste dienstjaar waarop de overeenkomst betrekking heeft, stelt de instelling of entiteit de diensten van de Regering in kennis van haar wens tot verlenging van de bijstandsregeling of van haar voornemen om een erkenningsaanvraag in te dienen, en stuurt een dossier in dat ten minste de volgende documenten bevat:

1° een evaluatieverslag met een gedetailleerde beschrijving van het niveau van de uitvoering van haar activiteiten tijdens de periode waarop de overeenkomst betrekking heeft, door deze te koppelen aan het strategische en operationele plan en de financiële middelen en bijzondere voorwaarden die zijn vastgesteld in de overeenkomstige paragraaf vastgestelde overeenkomst;

2° indien de instelling of entiteit voornemens is om verlenging van haar bijstandsmechanisme te vragen, voor zover de termijn bepaald in artikel 13, § 3 van het decreet niet wordt bereikt: een actualisering van de documenten bedoeld in de tweede paragraaf;

3° indien de instelling of entiteit overweegt erkenning te vragen: de documenten beschreven in respectievelijk de artikelen 7, § 2 en 14, § 2.

De artikelen 7, § 1, en 8 worden door de diensten van de Regering toegepast om de aanvraag te onderzoeken.

De artikelen 9 en 16 worden aan het einde van de procedure in acht genomen volgens het gevraagde en toegekende mechanisme.

Afdeling 2. — Bedragen van de steun voor de oprichting en naleving

Art. 21. § 1. De jaarlijkse forfaitaire subsidies die in het kader van de regeling inzake oprichtingssteun worden toegekend, zijn de volgende:

- 1° 25.000 euro maximum ingeval van een nieuwe instelling;
- 2° 150.000 euro maximum ingeval van de oprichting van een museumcluster.

§ 2. De schaal van de subsidies in verband met de naleving zoals bedoeld in artikel 13, § 1, 2°, van het decreet wordt als volgt bepaald:

- 1° in het kader van naleving naar categorie D : tussen 5.000 en 9.999 euro;
- 2° in het kader van naleving naar categorie C : tussen 30.000 en 44.999 euro;
- 3° in het kader van naleving naar categorie B : tussen 65.000 en 84.999 euro;
- 4° in het kader van naleving naar categorie A : tussen 250.000 euro tot 349.999 euro.

§ 3. De subsidies worden jaarlijks verhoogd overeenkomstig de modaliteiten van artikel 11, § 2.

Art. 22. § 1. De jaarlijkse subsidie, die wordt toegekend in het kader van de toekenning van een van de regelingen bedoeld in artikel 13 van het decreet en waarvan het bedrag wordt bepaald overeenkomstig de bepalingen van artikel 21, §§ 1 en 2, wordt uiterlijk aan het einde van het tweede kwartaal van het betrokken jaar betaald *a rato* van 85%. Het saldo van de subsidie wordt uiterlijk drie maanden na overlegging van de in paragraaf 2 bedoelde bewijsstukken betaald.

§ 2. De controle op de jaarlijkse subsidies wordt uitgevoerd door de diensten van de Regering op basis van een verslag dat het volgende bevat:

- 1° een verslag over het vorige dienstjaar, waarin met name de gegevens over de opkomst en de evolutie bij de uitvoering van het plan voor de toegekende steun worden beschreven;
- 2° de documenten bedoeld in artikel 12, § 2, 2° en 3°.

HOOFDSTUK 5. — Procedure voor de subsidiëring aan de ondersteunende operatoren

Art. 23. § 1. Het maximumbedrag van de eenmalige steun bedraagt 20.000 euro.

§ 2 - De ondersteunende operator die een eenmalige subsidie aanvraagt, kan zijn aanvraag indienen bij de diensten van de Regering overeenkomstig de door deze laatste vastgestelde modaliteiten en uiterlijk op 31 maart van het jaar waarin het project wordt uitgevoerd. Het aanvraagdossier bevat ten minste de volgende gegevens:

- 1° een afschrift van de statuten van de instelling, zoals gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad*;
- 2° een bijgewerkte lijst van de leden van de raad van bestuur en de algemene vergadering;
- 3° een lijst van het personeel en informatie over hun tewerkstellingsregeling;
- 4° in het geval van een eerste aanvraag: de rekeningen, de balans en het activiteitenverslag van de aanvrager voor het jaar dat aan de aanvraag voorafgaat, zodra deze door het bevoegde orgaan is goedgekeurd, en de begroting en het programma voor het lopende jaar;
- 5° een beschrijving van het project van activiteiten waarvoor steun wordt aangevraagd;
- 6° een nota waarin de belangstelling wordt gemotiveerd om specifieke steun te verlenen voor de ontwikkeling van haar activiteiten ten behoeve van de museumwereld en de bescherming van het cultureel erfgoed;
- 7° een voorlopige begroting voor het project;
- 8° een beschrijving van de doelgroep;
- 9° de bankgegevens van de aanvrager

§ 3. De aanvraag wordt door de diensten van de Regering onderzocht overeenkomstig de bepalingen van artikel 8.

§ 4. De subsidie wordt betaald volgens de procedures van artikel 12, § 1.

§ 5. De controle op het gebruik van de eenmalige subsidie wordt door de regeringsdiensten uitgevoerd op basis van de overlegging van een dossier dat ten minste het volgende bevat:

- 1° een verslag over de evolutie van het gesubsidieerde project;
- 2° financiële documenten ter staving van het gebruik van de subsidie.

Art. 24. § 1. Het maximale jaarlijkse bedrag, uitgegeven in het kader van een vierjarige werkingssteun, bedraagt 125.000 euro.

De toegekende subsidies worden jaarlijks verhoogd volgens de in artikel 11, § 2, bepaalde modaliteiten.

§ 2 De ondersteunende operator die vierjaarlijkse werkingssteun aanvraagt, kan zijn aanvraag uiterlijk op 31 maart indienen met het oog op de inwerkingtreding op 1 januari van het jaar dat volgt op hun aanvraag.

§ 3. het dossier bestaat ten minste uit:

- 1° de documenten bedoeld in artikel 23, § 2, 1° tot en met 4° en 9°;
- 2° een presentatie van zijn aanpak in de museale en culturele erfgoedsector en zijn culturele intentie;
- 3° een vierjarig bedrijfsplan;
- 4° een financieel plan dat betrekking heeft op het vierjarenplan;
- 5° indien van toepassing, de reeds verrichte publicaties.

§ 4. De aanvraag wordt door de diensten van de Regering onderzocht overeenkomstig de bepalingen van artikel 8.

Indien de aanvraag positief wordt beantwoord, wordt een overeenkomst opgesteld, rekening houdend met de elementen bepaald in artikel 9, § 2, 1° tot 8°.

§ 5 De jaarlijkse subsidie wordt betaald overeenkomstig de bepalingen van artikel 12, alinea 1.

De controle op de jaarlijkse subsidies wordt uitgevoerd door de diensten van de Regering op basis van de opmaak van de rekeningen, de balans, het jaarlijks activiteitsverslag en de begroting en het programma van het jaar.

§ 6. Uiterlijk op het einde van het eerste semester van het laatste boekjaar waarop haar akkoord betrekking heeft, stelt de instelling de diensten van de Regering in kennis van haar wens tot hernieuwing van haar akkoord en zendt zij hun tegelijkertijd een dossier toe dat ten minste de volgende documenten bevat:

1° een evaluatieverslag met een gedetailleerde beschrijving van het niveau van uitvoering van haar activiteiten tijdens de periode waarop de overeenkomst betrekking heeft, door deze te koppelen aan het vierjarenplan en de financiële middelen en bijzondere voorwaarden die in de in paragraaf 4, tweede lid, bedoelde overeenkomst zijn vastgesteld;

2° een actualisering van de in de leden 3, 1 tot en met 5 bedoelde documenten.

De aanvraag om hernieuwing wordt behandeld volgens de procedure bedoeld in dit artikel.

HOOFDSTUK 6. — Opschorting van de betaling van subsidies en intrekking van de erkenning van een museum en een museumcluster

Art. 25. Erkende musea en museumclusters moeten op het eerste verzoek de door de diensten van de Regering gevraagde bewijsstukken overleggen om na te gaan of de bepalingen van het decreet en dit besluit in acht worden genomen. Zij ontvangen ambtenaren van de diensten van de Regering die naar hun gebouwen worden gestuurd om deze verificatie uit te voeren.

Art. 26. De diensten van de Regering sturen de Minister een verslag van elke vaststelling van ernstige en bewezen niet-naleving, nalatigheid of handelingen die in strijd zijn met het behoud van het erfgoed naar de Minister. Zij voegen bij dit verslag een voorstel voor de sancties bedoeld in artikel 8, § 3, van het decreet.

De Minister stelt het museum of museumcluster bij aangetekende brief in kennis van de voorgenomen sanctie. Ten vroegste 15 dagen en uiterlijk 30 dagen na deze kennisgeving wordt de vertegenwoordiger van het museum of museumcluster op zijn verzoek gehoord door de Minister of zijn afgevaardigde.

De Minister zendt het dossier uiterlijk 15 dagen na de hoorzitting voor advies aan de Commissie.

Het dossier bevat ten minste het verslag en het voorstel tot sanctionering door de diensten van de Regering en, indien van toepassing, een verslag van de hoorzitting die heeft plaatsgevonden en eventuele aanvullende documenten die door de vertegenwoordiger van het museum of museumcluster ter zitting zijn ingediend.

De Commissie brengt binnen 90 dagen na de datum van verwijzing een met redenen omkleed advies uit aan de Minister.

De Minister stelt de betrokken steunoperator per aangetekende brief binnen 60 dagen na ontvangst van het advies van de Commissie in kennis van zijn besluit, het advies van de Commissie en de rechtsmiddelen die hem ter beschikking staan.

HOOFDSTUK 7. — Slotbepalingen

Art. 27. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2020.

Art. 28. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 december 2006 tot uitvoering van het besluit van 17 juli 2002 betreffende de erkenning en subsidiëring van musea en andere museuminstellingen wordt ingetrokken.

Art. 29. De Minister die bevoegd is voor het museumbeleid wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 19 juni 2019.

Voor de Regering:

De Minister-President, belast met Gelijke kansen en Vrouwenrechten,

R. DEMOTTE

Minister van Cultuur en Kind,

A. GREOLI

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2019/30883]

26 JUIN 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 juillet 1998 relatif à l'organisation des cours ainsi qu'à l'admission et à la régularité des élèves de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française notamment l'article 4, § 3, alinéa 2, l'article 8, § 1^{er}, alinéa 2, et l'article 9, alinéa 2 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 juillet 1998 relatif à l'organisation des cours ainsi qu'à l'admission et à la régularité des élèves de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française ;

Vu le « test genre » du 22 mars 2019 établit en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 25 mars 2019 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 2 avril 2019 ;

Vu le protocole de négociation du 30 avril 2019 du Comité de secteur IX, du Comité des Services publics provinciaux et locaux, Section II, et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'enseignement subventionné ;

Vu le protocole de négociation du 30 avril 2019 du Comité de concertation entre le Gouvernement de la Communauté française et les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux subventionnés reconnus par le Gouvernement ;